



UNE GUERRE DE DÉCOLONISATION EN AFRIQUE CENTRALE

■ POINT D'ENTRÉE POSSIBLE DANS LES PROGRAMMES

En classe de terminale professionnelle, la décolonisation du Cameroun et sa guerre d'indépendance peuvent être abordés dans le cadre du thème 1 « [Le jeu des puissances dans les relations internationales depuis 1945](#) ».

■ MISE AU POINT HISTORIQUE

La guerre menée par la France au Cameroun entre 1956 et 1965 illustre la répression coloniale intense menée au nom de la lutte contre le communisme et de la préservation des intérêts stratégiques français en Afrique centrale. D'abord colonisé par les Allemands à la fin du XIX^e siècle, devenu mandat de la Société des Nations (1922-1945), puis placé sous tutelle de l'ONU après 1946, la partie orientale du Cameroun¹ est pourtant administrée comme une colonie par la France, qui réprime violemment les revendications d'indépendance et de réunification de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) et de ses organes connexes². Dès juillet 1955, l'interdiction de ce mouvement, à la suite de manifestations durement réprimées, entraîne des violences systématiques de la part des autorités coloniales : censure, arrestations et procès politiques, tortures, exécutions sommaires, massacres collectifs (à Ékité, le 31 décembre 1956), assassinats ciblés comme celui du leader Ruben Um Nyobè (13 septembre 1958), et mise en œuvre de la « doctrine de la guerre révolutionnaire », comparable à celle utilisée en Indochine ou en Algérie. Les militantes et militants de l'UPC agissent dans la clandestinité et se réfugient dans les maquis des forêts du sud, en Sanaga-Maritime, où ils développent une organisation militaire, tandis que les populations civiles de cette même région subissent déplacements forcés, camps de « regroupement », propagande et de multiples violences lors d'une guerre pensée telle une « pacification » par l'armée coloniale. À partir de 1958, la guerre se déplace vers l'ouest du Cameroun : la France encadre alors le processus de transition politique menant à l'indépendance en 1960 et soutient activement le nouveau régime autoritaire d'Achmadou Ahidjo, allant jusqu'à poursuivre l'action militaire contre les maquis de l'UPC avec le concours de sa propre armée. La continuité des méthodes (torture, exécutions, bombardements) témoigne d'une volonté de maintenir l'ordre postcolonial et les réseaux d'influence français au Cameroun.

1. La zone occidentale est administrée par les Britanniques sur le même modèle de mandat puis de tutelle. Les indépendantistes souhaitent réunir les deux territoires dans ce qu'ils nomment le « Kamerun », en référence à la période allemande.

2. L'Union démocratique des femmes du Cameroun, la Jeunesse démocratique camerounaise

En novembre 1960, à Genève, l'assassinat de Félix-Roland Moumié par les services de renseignement français marque un autre moment fort de cette guerre longtemps occultée et qui se poursuit dans les années 1960. Ce n'est qu'à partir des années 1980 que les mémoires camerounaises de ce conflit refont surface, portées par les travaux d'historiens camerounais, français et étrangers. En 2025, le [rapport de la Commission franco-camerounaise](#), dirigée par Karine Ramondy (février), ainsi que la lettre de reconnaissance officielle du président français à son homologue camerounais (août), contribuent à inscrire cette guerre oubliée dans l'histoire plus large des conflits de décolonisation menés par la France.

■ PROPOSITION PÉDAGOGIQUE

Cette proposition pédagogique permet d'inscrire l'histoire de la décolonisation au Cameroun sur un temps long, en réactivant des acquis de la classe de première et en déconstruisant le mythe d'une décolonisation « pacifique » en Afrique subsaharienne.

Dans un premier temps, le professeur commence son cours par une étude générale du Cameroun colonial depuis la colonisation allemande (1884) jusqu'à l'indépendance en 1960. Via une brève frise chronologique à compléter et une carte (voir annexes), il peut mettre en perspective les différents changements territoriaux (notamment la séparation du Cameroun en deux territoires, un sous mandat britannique, l'autre sous mandat français en 1919) et les bouleversements introduits par la Seconde Guerre mondiale. L'étude de l'après-1945 permet d'observer l'émergence du mouvement nationaliste camerounais, ses revendications d'indépendance et de réunification, et la répression engagée par les autorités coloniales françaises. À travers la projection d'une [vidéo de l'Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe](#), il peut montrer un aspect de la guerre menée contre les nationalistes après l'interdiction de l'UPC en juillet 1955. Enfin, il peut comparer la situation au Cameroun avec d'autres répressions et guerres de décolonisation menées par la France (Madagascar, Indochine, Algérie) ou par d'autres puissances coloniales (la Malaisie ou le Kenya sous domination britannique).

Dans un second temps, le professeur propose de saisir la décolonisation du Cameroun à travers les trajectoires de ses principaux leaders nationalistes, membres de l'UPC, de l'Union démocratique des femmes du Cameroun (Udefec) ou de la Jeunesse démocratique camerounaise (JDC). Les élèves sont regroupés en binôme ou trinôme afin de travailler sur l'un d'entre eux à partir d'un corpus documentaire proposé par le professeur.

Parmi une liste non exhaustive, il est possible de mettre en avant les parcours suivants :

- **Ruben Um Nyobè** (1913-1958), leader charismatique, secrétaire général de l'UPC, surnommé le *Mpodol* (« celui qui porte la parole des siens »), réfugié dans le maquis de Sanaga-Maritime dès avril 1955 et assassiné en septembre 1958 : un [pod-cast](#), une biographie en ligne, [une photographie commentée](#), [une vidéo du journal Le Monde](#) et des extraits du rapport de la Commission franco-camerounaise (p. 40, p. 145-151 et p. 443-457) peuvent être des premières pistes documentaires ;
- **Félix-Roland Moumié** (1925-1960), président de l'UPC, réfugié au Cameroun sous tutelle britannique, puis au Caire, en Égypte, avant d'être empoisonné par les services secrets français dans un restaurant à Genève, décédé le 3 novembre 1960 : une biographie en ligne, [une vidéo de la RTS](#) et des extraits du [rapport de la Commission franco-camerounaise](#) peuvent être des premières pistes documentaires ;

- **Marthe Ekemeyong Moumié** (1931-2009), fondatrice de l'Udefec en 1952, réfugié au Cameroun sous tutelle britannique, puis au Caire, en Égypte, épouse de Félix-Roland, victime de la répression des autorités camerounaises après 1960 : une biographie en ligne, [une vidéo de la RTS](#), son témoignage (*Victime du colonialisme français : mon mari Félix Moumié*, 2006) et des extraits du [rapport de la Commission franco-camerounaise](#) peuvent être des premières pistes documentaires.

À partir du corpus documentaire, le professeur accompagne les élèves dans la restitution de ces trajectoires, soit via une fiche à remplir, soit via la création d'une présentation orale (sous la forme d'une courte vidéo, par exemple, qui pourrait s'inspirer de la [Fondation pour la mémoire de l'esclavage](#)).

■ BIBLIOGRAPHIE ET RESSOURCES

- DELTOMBE, Thomas, DOMERGUE, Manuel, TATSITSA Jacob (2011), *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique, 1948-1971*, Paris, La Découverte.
- JOSEPH Richard (1986), *Le mouvement nationaliste au Cameroun, les origines sociales de l'UPC*, Paris, Karthala.
- MBEMBE Achille (1985), « [La palabre de l'indépendance](#) : les ordres du discours nationaliste au Cameroun (1948-1958) », *Revue française de science politique*, 3, p. 459-487.
- NDENGUE Rose (2016), « [Mobilisations féminines au Cameroun français](#) dans les années 1940-1950 : l'ordre du genre et l'ordre colonial fissurés », *Le Mouvement Social*, 2 (255), p. 71-85.
- Photographies commentées dans la série [Le Cameroun, une guerre de décolonisation oubliée](#), Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe.
- RAMONDY Karine (dir.) (2025), [La France au Cameroun \(1945-1971\)](#). *Rapport de la Commission « Recherche » sur le rôle et l'engagement de la France dans la lutte contre les mouvements indépendantistes et d'opposition au Cameroun de 1945 à 1971*, Paris, Hermann.
- RAMONDY Karine (2025), [épisode 396](#) du podcast d'André Loez, *Paroles d'histoire*, « Cameroun 1958, l'armée française assassine Ruben Um Nyobè ».